RENOUVEAU DE L'ÉCONOMIE AGRICOLE ET RURALE DANS L'OUEST ALGÉRIEN

Quand la bureaucratie ne rime pas avec le travail de la terre

Berceau du plus important royaume du Maghreb au VIIIe siècle, celui des Rostémides, puis capitale militaire, politique et culturelle du temps de la résistance de l'émir Si El Hadj Abdelkader Ben Mahieddine, contre les Français entre 1835 et 1841, Tiaret ou Tihert (la lionne), se bat aujourd'hui pour assumer son rôle de véritable capitale de la production agricole et céréalière de l'Ouest algérien. Mais les choses ne sont pas si aisées, dans une région où les terres agricoles, qui s'étendent à perte de vue, attendent toujours d'être totalement exploitées.

Reportage réalisé par Lyès Menacer

Au cœur d'une vaste plaine située à 20 kilomètres à l'ouest de la ville de Tiaret, la ferme pilote de Mechraâ Essfa ressemble à une oasis, cernée par de gigantesques dunes de sable. Sur les bords de la piste menant à cette minuscule parcelle verte, des agriculteurs sont déjà sur leurs tracteurs et se disent prêts à entamer la campagne des semailles de blé de la saison 2008/2009.

Leur enthousiasme et leur volonté ne peuvent toutefois pas recouvrir les 1 592 hectares, dont plus de la moitié demeure inexploitée durant toute l'année. «Nous avons peu de moyens matériels. Les tracteurs sont vieux et vétustes.

Les moissonneuses tombent tout le temps en panne et les pièces de rechange sont difficiles à trouver», se désole un fellah travaillant au sein de cette ferme pilote en laquelle de grands espoirs sont fondés. La vétusté du matériel utilisé pour la moisson engendre aussi la perte d'une grande partie de la récolte. Les terres vallonnées rendent la tâche de ces cultivateurs encore plus ardue.

Benaïssa promet des aides

Profitant de la récente visite du ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Rachid Benaïssa, des agriculteurs se sont plaints de la non disponibilité, sur le marché local, de certains types d'équipements agricoles dont ils ont besoin. Le ministre a été sollicité pour apporter son soutien. Les fellahs se disent prêts à investir pour l'achat de ce matériel, surtout celui employé dans la récolte. «L'essentiel pour nous est de pouvoir continuer à travailler cette terre qui nous fait vivre depuis notre enfance», déclare un autre représentant des agriculteurs, faisant montre de larges connaissances dans son domaine.

Après quelques minutes de discussion, le directeur de la ferme de Mechraâ Essfa arrive à convaincre M. Benaïssa de la nécessité et de l'urgence du lancement d'un plan de prise en charge spécial. Ce dernier promet donc des aides pour l'amélioration des performances dans cette ferme où l'insémination artificielle est déjà pratiquée. «Avec l'insémination artificielle, nous obtenons jusqu'à vingt litres de lait cru par jour et par vache.

Nous tentons maintenant d'avoir de meilleures générations de vaches laitières en utilisant les nouvelles technologies en la matière», dira un laborantin, cadre dans cette ferme, qui se fixe comme objectif pour cette année l'exploitation de 950 hectares en culture de blé. Son directeur espère aussi pouvoir fournir un maximum de semences aux agriculteurs de la wilaya de Tiaret. Ces derniers se plaignent de la cherté de cette semence, dont les prix ont atteint 6 600 DA le quintal. Devant les réclamations de ces fellahs, le ministre reste inébranlable et refuse toute baisse des prix. «Il faut valoriser le métier de multiplicateur de semences pour sortir de notre dépendance du marché extérieur, si nous voulons prévenir toute crise alimentaire chez nous», assène-t-il. La semence de blé utilisée en Algérie est en fait importée à hauteur de 50 à 60 %, faut-il le rappeler.

Photo: Samir Sid

Les agriculteurs en butte à la bureaucratie.

Le RFIG

Benaïssa a saisi, lui aussi, cette occasion pour parler du nouveau plan d'aide financière aux agriculteurs et de son crédit (RFIG) avec 0% de taux d'intérêt. «Ce crédit va vous permettre d'acheter votre semence, d'acquérir du matériel agricole dans le cadre de la formule de crédit leasing, d'améliorer votre système d'irrigation et de créer de meilleures conditions de travail dans vos étables. Le crédit est remboursable après un an», explique-t-il à un groupe d'agriculteurs invités à la réunion tenue au niveau de l'Institut national spécialisé dans les techniques de grandes cultures, (ITGC) de Sbia, commune située au sud-est de la ville de Tiaret. Agréablement surpris par l'existence du RFIG, certains agriculteurs de la région ont avoué n'avoir jamais entendu parler de ce nouveau dispositif d'aide, introduit dans le cadre de la politique du renouveau de l'économie agricole et rurale, un projet lancé en 2007.

Le contenu de ce projet, qui vise à relancer l'agriculture en milieu rural, dans le but de fixer les populations sur place et de faire face à une éventuelle crise alimentaire, n'est malheureusement pas assimilé par de nombreux fellahs. La rencontre régionale qui a regroupé le lendemain les agriculteurs de l'Ouest algérien, a démontré le grave déficit en matière de communication et d'information auprès des concernés. L'administration locale a failli dans plusieurs localités. Les cellules communales d'information et de sensibilisation semblent être mises en veilleuse et risquent de perdre une chance de relancer le secteur pour toujours.

Faillite de l'administration locale

La disponibilité de l'argent et la volonté politique du gouvernement n'arrivent toujours pas à bout des comportements bureaucratiques de certains administrateurs, chargés pourtant d'aller à la rencontre des agriculteurs et de les accompagner dans toutes leurs démarches. Les facilitations accordées par le ministère dans l'acquisition du crédit RFIG ne sont pas prises en considération dans certaines localités.

La Banque de l'agriculture et du développement rural (Badr) est aussi accusée de freiner l'élan de l'action de Benaïssa au profit des fellahs. Les agriculteurs endettés auprès de cette banque sont en effet exclus du RFIG, selon les dires de plusieurs présidents de chambres d'agriculture des wilayas de l'Ouest. Pourtant, le ministre affirme avoir conclu un accord avec cette banque afin de geler cette décision pour cette année. «C'est pour le bien de l'agriculture en Algérie que cet accord a été conclu», explique Benaïssa qui a confié aux Coopératives céréalières et de légumes secs (CCLS) la mission d'accompagner les agriculteurs pour l'obtention du RFIG.

Les CCLS sont aussi instruites pour accompagner les fellahs dans tous le processus de production de céréales et autres produits agricoles, ce qui n'était pas le cas durant les années précédentes. Dans une wilaya disposant de plus de 2 millions d'hectares de terres agricoles, le problème du manque d'eau se pose avec acuité. La superficie totale irriguée ne dépasse pas 23 500 ha.

En l'absence de moyens suffisants pour l'irrigation (puits, forages, etc.), les fellahs demeurent à la merci de la sécheresse qui leur a fait perdre lors des deux dernières années toute leur récolte. L'inexistence d'une assurance sociale contre la sécheresse a ainsi accentué le poids de la dette qu'aucun d'eux ne peut immédiatement rembourser.

M. Benaïssa demande que les caisses d'assurances, publiques et privées, étudient les modalités de création d'une nouvelle assurance multirisque, pour prendre en charge les dégâts occasionnés par les catastrophes naturelles. Pour le moment, les agriculteurs de la wilaya de Tiaret accueillent la pluie avec joie et espèrent que le ciel ne les décevra pas cette année. **L. M.**

LANCEMENT DE LA CAMPAGNE CÉRÉALIÈRE À TIARET

Les fellahs sollicitent une meilleure prise en charge de leurs problèmes

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Rachid Benaïssa, s'est rendu au début de cette semaine dans la wilaya de Tiaret, à l'occasion du lancement de la campagne de semences céréalières 2008/2009.

Ce déplacement a été pour le ministre, l'occasion de s'imprégner du degré d'avancement de son programme de renouveau rural, lancé en 2007. Benaïssa a aussi permis, lors de la rencontre régionale qu'il a organisée à l'université Ibn Khaldoun de Tiaret, aux agriculteurs de l'Ouest algérien de poser leurs problèmes. Le manque d'eau, la vétusté du matériel utilisé dans la récolte, la cherté ainsi que la non disponibilité en quantité suffisante des engrais et des pesticides, l'accès au crédit bancaire et le climat de bureaucratie ambiant, étaient les points essentiels que les représentants de chaque wilaya ont soulevé. A ce sujet, le ministre de tutelle a affirmé que des moyens matériels et financiers sont débloqués pour encourager l'irrigation d'appoint afin d'améliorer le rendement des agriculteurs, invités eux aussi à plus de professionnalisme. En matière de communication, le ministre a appelé les services concernés à redoubler d'efforts et à multiplier les campagnes d'information et de sensibilisation dans chaque commune. Les responsables de l'Institut national spécialisé dans les techniques des grandes cultures (ITGC) ont eux aussi été invités à contribuer à la relance de l'agriculture dans la région ouest. La formation des fellahs aux techniques d'élevage et de production de semences leur a été confiée en tant que mission. Au niveau de l'ITGC, le ministre a pu visiter le projet d'amélioration de semences de pomme de terre, réalisé en collaboration avec une entreprise sud-coréenne.

Plus de professionnalisme pour faire face à la crise alimentaire

M. Benaïssa a encouragé les producteurs de semences à s'investir davantage dans ce domaine pour faire face à toute éventuelle crise alimentaire mondiale. La prise en charge de l'agriculture est pour lui une affaire de sécurité nationale. A travers un discours encourageant, le ministre de l'Agriculture a incité les agriculteurs à répandre la culture de l'assurance sociale. «L'assurance est la clé du fellah», a-t-il dit à l'adresse de ces hommes auxquels il a demandé plus de sincérité en matière de travail de la terre. M. Benaïssa est convaincu qu'il faut effectuer un travail de fond avec les agriculteurs. «Ce travail doit être mené patiemment. Le fellah a besoin d'être sécurisé, tout en lui offrant plus de visibilité», affirme-t-il.

«Il faut arriver à redonner confiance aux fellahs et les inciter à œuvrer harmonieusement avec les assurances agricoles et les banques concernées», a-t-il ajouté. Ce travail ne peut toutefois être mené efficacement, si la communication n'est pas de mise entre les différents acteurs d'un secteur en crise depuis des années. Le ministre a nié toute existence d'épidémie de peste du petit ruminant, à l'ouest du pays. «Cette maladie n'existe pas en Afrique du Nord. Après l'alerte déclenchée au Maroc, nous avons intensifié les contrôles vétérinaires au niveau des frontières. Officiellement, il n'y a aucun cas de maladie des cheptels, à signaler», résume-t-il au terme de la visite de deux jours l'ayant conduit à Tiaret. Interrogé sur les dégâts occasionnés aux agriculteurs dans la zone protégée du Djurdjura par le singe magot, M. Benaïssa affirme n'avoir jamais entendu parler de ce problème, mais il a promis de contacter les responsables du Parc national du Djurdjura pour dresser un état des lieux et prendre les mesures adéquates. **Liès. M.**